

Symposium 2007

Sécurité nationale et éthique

- ◆ Symposium 2007
- ◆ Conférenciers
- ◆ Document de définition thématique
- ◆ Appel de communications
- ◆ Communiqué
- ◆ Programme
- ◆ Formulaire d'inscription
- ◆ Bénévole
- ◆ Information générale



Le 24 septembre, 2007

**Annulation du Symposium 2007 -
L'éthique et la sécurité nationale, les 25, 26 et 27 octobre**

Chers collègues et ami(e)s:

Le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul et le comité exécutif du Symposium 2007 ont le regret de vous annoncer que le Symposium national en éthique planifié pour les 25, 26 et 27 octobre 2007 à Ottawa a été annulé.

Après beaucoup de délibération, l'exécutif du symposium a décidé que la conférence ne pouvait pas avoir lieu en raison de l'impossibilité de ramasser les fonds nécessaires à la tenue d'un tel événement. Ce fut une décision très difficile mais responsable et nécessaire.

A vous chers conférenciers, conférencières et présentateurs, nous adressons un grand merci pour votre engagement, votre temps et votre énergie, ainsi que pour l'offre d'expertise apportée au programme du Symposium qui s'annonçait de calibre élevé.

Nous nous excusons de tout inconfort ou ennui que cette annulation peut vous causer.

Le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul est reconnu internationalement pour son leadership et son expertise en matière d'éthique. Pour plus de renseignements sur ses programmes et activités, voir le site Web <http://www.ustpaul.ca/centreethique>.

Pour plus de renseignement : symposium2007@ustpaul.ca

Dernière mise à jour: 2007-09-25

Symposium 2007

Conférenciers

- ◆ Symposium 2007
- ◆ Conférenciers
- ◆ Document de définition thématique
- ◆ Appel de communications
- ◆ Communiqué
- ◆ Programme
- ◆ Formulaire d'inscription
- ◆ Bénévole
- ◆ Information générale



L'honorable Barbara McDougall, administratrice de l'Institut de recherche en politiques publiques, résidente principale au Collège Massey, conseillère chez Aird & Berlis s.r.l. sur les questions de développement du commerce international de gouvernance d'entreprises, et ancienne Ministre d'État (Emploi, Immigration et Affaires étrangères).

Professeur Bob Bergen, Centre for Military and Strategic Studies, de l'Université de Calgary. Auparavant comme journaliste, le Professeur Bergen a couvert des opérations de l'ONU et de l'OTAN; il a publié sur l'éthique journalistique pour le compte de la Fondation Chumir.

Professeur Douglas Bland, Defence Management Studies, de l'Université Queen's. Ses intérêts particuliers vont de l'établissement des politiques de la défense aux relations civiles militaires, et il est souvent demandé pour faire des commentaires sur les questions de la défense.

Dr. Pierre Duplessis, Ex-Secrétaire général de la Croix-Rouge canadienne. En cette position il a eu un principal rôle en répondant aux désastres et de crises humanitaires. Un docteur médical, il a enseigné et a édité à McGill et à l'Université d'Ottawa.

Lieutenant General (ret.) Richard Évraire, Président de la Conférence des Associations de Défense. Il a d'expérience à titre de commandant de brigade, de collèges de défense du Canada et de l'OTAN et de deux missions de maintien de la paix pour l'ONU.

Professeur Richard Feist, le Doyen de la faculté de la philosophie, l'Université de Saint-Paul. Il a publié sur l'histoire et la théorie d'éthique et d'éthique appliquée. Il conduit la recherche sur l'histoire de l'éthique et de la guerre.

M. Paul E. Kennedy, ancien sous-ministre adjoint principal responsable de la sécurité nationale et des mesures d'urgence au sein de Sécurité Publique Canada (ancien Ministère du solliciteur général), préside actuellement la Commission des plaintes publiques contre la GRC.

Professeur Jan Narveson, Professeur distingué Émérite, de l'Université de Waterloo. Comme un philosophe de la libérale il a l'habitude de l'enseignement et des débats sur l'éthique et la philosophie politique.

Professeur Noël Simard, Directeur du Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul. Il est particulièrement actif dans le domaine de la théologie et de l'éthique, et est également un expert fortement considéré en questions bio-morales.

Professeur Wesley Wark, Centre Munk pour les Études Internationales. Il est expert en matière de renseignements canadiens et internationaux, et a publié de nombreux ouvrages et articles à ce sujet.

Mr. Chris Wattie, un journaliste national chevronné au National Post, et photojournaliste. Il a fait des reportages terrain au sujet des Forces canadiennes basées en Afghanistan.

Notez – la Session de clôture comprendra un hommage au regretté John Tait qui a écrit un rapport révolutionnaire sur les valeurs et l'éthique dans la Fonction publique, *A Strong Foundation*.

Exposés évalués par des pairs en date du 26 juillet, 2007

War, Incorporated: Private, Unaccountable and Profitable

de Michele Chwastiak, Andersen School of Management, University of New Mexico

The Alsos Mission to Retain Nuclear Secrets from the United States and Great Britain and the Ethics of Government Secrecy

de Richard M. Edwards, PhD, Philosophy and Religious Studies, University of Wisconsin

The Moral High Ground: Democracy's Defence or Democracy's Downfall

d'Angela Gendron, Senior Fellow, Canadian Centre of Intelligence and Security Studies, Carleton University, Ottawa

The Paradox of Security

de Wendy C. Hamblet, Adjunct Professor of Philosophy, Collège universitaire dominicain, Ottawa

L'opinion publique face à la propagande étrangère

d'Yves Laberge, PhD, chercheur associé à l'Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, Québec

The Security Council and the Use of Military Force: An Examination of Five Basic Criteria of Legitimacy
du Professeur John W. Lango, Department of Philosophy, Hunter College of the City University of New York

Asymmetric WMD Deterrence: Deterring Attacks with Biological, Chemical, or Radiological Weapons by Threatening to Counterattack with Nuclear Weapons

du Professeur John W. Lango, Department of Philosophy, Hunter College of the City University of New York

Exposés additionnels évalués par des collègues en date du 30 août, 2007

En addition des huit papiers admis en juillet, le Comité du Programme est heureux d'annoncer les quinze papiers suivant :

The Ethics of Engaged Citizenship, Free Choice and Mutual Regard

de Glenn R. Brown, Ethics Consultant to governments and political campaigns, Toronto.

The Effects of Globalization on the Ethics of National Policy

de Zachary Fouchard et Stéphanie Boisvert, étudiants, Université Saint-Paul, Ottawa.

Ethics in Counterinsurgency

de Capitaine Nils N. French, Génie militaire canadien, prêté au U.S. Army Engineer School in Missouri.

Beyond Policy and Law: The Realm of the Informal, the Weakest Link in a Chain of Security

de la Professeure Jean Harvey, Philosophie, University of Guelph.

A Topography of Emergency Power: The Rule of Law and the Rule of Agents in Times of Crisis

de la Professeure Nomi Claire Lazar, Society of Fellows in the Liberal Arts, University of Chicago.

Relational Mutuality: A Human Rights Response to National Security

de Margaret Love, PhD candidate, Université Saint-Paul, Ottawa.

Le rôle de l'éthique dans un environnement moderne de conflit

de Guy Matundu, journaliste/analyste.

The Ethical Priority of Specific Conscientious Objection

du Professeur Mark Navin, Philosophy Department, University of Pennsylvania.

Sacrificing One's Life for National Security: The Ethical Implications

du Professeur Paul Sunday Omoyefa, Philosophy Department, National University of Lesotho.

Theological Anti-Terrorism: A Theological and Theologizing Approach to Counter Religiously-Motivated Violence

du Major Neil Parker, Conseiller en matière d'Éthique auprès de l'Aumônier général des Forces canadiennes, Ottawa.

National Security and Torture

du Père John Perry, St. Paul's College, University of Manitoba, and Ezat Mossallanejed, Canadian Centre for Victims of Torture, Toronto.

Us vs. Them? Hate and Bias in Decisions about National Security

du Professeur Andrew Sneddon, Département de philosophie, Université d'Ottawa.

Duty with Discernment: The Pursuit of Ethical Certainty within the Asymmetrical Battle Space

du Major R.J. Walker, PhD, Officier d'Éthique des Forces canadiennes, Kingston.

Policing - Roots of Unethical Behaviour and Dialogue with Minorities

Un panel avec David F. Sunahara, ancien directeur de recherche, Collège canadien de police, et l'Inspecteur Wayne Hanniman, chargé du Programme d'approche communautaire pour la sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC); débat arbitré par Jean T. Fournier, conseiller sénatorial en éthique et ancien sous-solliciteur général.

The Political and Bureaucratic Ethics of Defence Spending

de Alan Gilmore, Professeur adjoint, Programme d'éthique publique, Université Saint-Paul.

Pour plus de renseignement : symposium2007@ustpaul.ca

Dernière mise à jour: 2007-09-12

Symposium 2007

Document de définition thématique

- ◆ Symposium 2007
- ◆ Conférenciers
- ◆ Document de définition thématique
- ◆ Appel de communications
- ◆ Communiqué
- ◆ Programme
- ◆ Formulaire d'inscription
- ◆ Bénévole
- ◆ Information générale



Rédigé par:

- Prof. Richard Feist, Président, Symposium national sur l'éthique, 2007

Avec le concours de:

- Prof. Pierre-Marc Bellemare (Faculté de droit canonique, Université Saint- Paul) (version française)
- A.M. Jeannette Fraser (Présidente, Comité de logistique)
- Paul Maillet (Conseiller)
- Jessie MacNeil (Présidente, Comité des finances)
- Prof. Noël Simard (Directeur, Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul)
- Norman Steinberg (Directeur exécutif, Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul)
- Marc Terreau (Conseiller)
- Deborah Tiware (Présidente, Médias et communications)
- Cornelius von Baeyer (Co-président, Comité du programme)
- Prof. G. Walters (Faculté de philosophie, Université Saint-Paul)

N'importe quel idiot intelligent peut faire en sorte que les choses soient plus grosses, plus complexes et plus violentes. Il faut un brin de génie, et beaucoup de courage, pour s'engager dans la direction opposée.

Albert Einstein

La justice ne peut exister dans la vie et la conduite de l'État que si elle réside d'abord dans les cœurs et les âmes des citoyens.

Socrate

Mise en situation

Les événements du 9 septembre ont, d'un pays à l'autre, déclenché une avalanche de prises de décisions politiques analogues en matière de sécurité nationale. Au Canada, le Parlement s'est empressé d'adopter le projet de loi C-36, *la Loi antiterroriste*, tandis que le Congrès des États-Unis se hâtait d'entériner le Patriot Act et qu'en Grande-Bretagne, *l'Anti- Terrorism, Crime and Security Act 2001* recevait la sanction royale. L'opinion publique internationale a réagi à peu près de la même façon. C'est ainsi que l'on a pu voir le grand quotidien français *Le Monde* déclarer que « Nous sommes tous des Américains » et que, même à Téhéran et dans les territoires palestiniens, on a assisté à des manifestations sympathiques aux Américains.

Sans conteste, les débats et décisions en matière de sécurité nationale continuent de dominer les manchettes et l'ordre du jour public. Mais, tandis que s'estompe peu à peu le souvenir douloureux du 11 septembre, on s'emploie maintenant à réévaluer les mesures de sécurité qui avaient été prises dans le sillage des événements.

Ceci dit, le processus de réévaluation ne progresse pas partout au même rythme. Par exemple, en 2001, le Sénat américain adoptait le *Patriot Act* avec une majorité de 98%. Cinq ans plus tard, en 2006, lorsque le temps fut venu de voter sur une version remaniée de la même loi, l'appui que lui a accordé le Sénat, quoiqu'un peu réduit, demeurait fort, à 89%. Par compte, à la Chambre des représentants, on est passé d'un appui de l'ordre de 83%, en 2001, à seulement 58% en 2006.¹ Il n'est pas facile d'interpréter un tel phénomène, mais on dira que, à tout le moins, nos voisins du Sud ont commencé à réévaluer leurs certitudes d'hier.

C'est encore plus clairement le cas ici, au Canada.

Le 23 février 2007, la Cour suprême du Canada, par un vote unanime, déclarait illégal le système de certificats de sécurité, en soutenant qu'il contrevenait à la *Charte canadienne des droits et libertés*. La Cour suprême donnait alors au Parlement un an pour réécrire le texte de la Loi en vertu de laquelle trois personnes sont actuellement privées de leur liberté.

Mais le Parlement qui fait l'objet de cette décision est lui-même divisé. Le 27 février 2007, par un vote de 159 contre 124, la Chambre des communes rejetait une demande du gouvernement qui aurait voulu que l'on prolonge pour encore trois ans deux dispositions de la *Loi antiterroriste*. Une de ces dispositions permettait à la police de détenir des suspects sans mandat, tandis que l'autre autorisait les juges à demander à des témoins de leur fournir des témoignages secrets sur des associations passées et à condamner les personnes qui s'y refuseraient.

Avec les événements du 9 septembre et la possibilité d'autres attaques terroristes, notre engagement militaire actuel en Afghanistan, de même que le risque de frictions entre une Cour suprême unanime et un Parlement divisé, les conditions d'une réflexion approfondie et grandement nécessaire sur la sécurité nationale ont été mises en place.

Ainsi la question qui, clairement, se pose à nous est la suivante : *comment pouvons-nous commencer à réfléchir plus en profondeur sur les questions de sécurité nationale?*

Et, bien sûr, nous devons aussi nous demander : *quel rôle l'éthique devrait-elle jouer dans les considérations de sécurité nationale?*

Il faut reconnaître la complexité des questions de sécurité nationale

La première étape du processus de clarification de notre pensée en matière d'éthique et de sécurité nationale se ramène à une question d'attitude. Nous devons commencer par nous rendre compte de ce que la sécurité nationale constitue une question très complexe - beaucoup plus complexe qu'on ne le pensait jusqu'à récemment.

Depuis l'antiquité jusque vers la fin du vingtième siècle, lorsque l'on parlait de « sécurité nationale », on songeait avant tout à la sécurité d'un État donné face à des agressions étrangères. La position éthique concomitante consistait à soutenir que les États particuliers *devaient* chercher à promouvoir leurs intérêts sans égard aux préoccupations éthiques des autres États.

Selon une version légèrement édulcorée, les États ne seraient d'aucune façon liés par le devoir de considérer les intérêts des autres États. Les responsabilités de l'État se rapporteraient donc uniquement à la sphère *intérieure*.

Ce *réalisme politique* dans la considération de la sécurité nationale n'est rien d'autre qu'un égoïsme d'État.

L'égoïsme d'État engendre le paradoxe bien connu, mais théorique, dit « paradoxe de la sécurité ». En s'attachant à promouvoir ses intérêts de sécurité de façon indépendante, un État stimule ses voisins à faire de même. Il en résulte tout un système auto-stimulateur d'États rivaux dont chacun ne cesse d'intensifier ses efforts pour assurer sa sécurité, compromettant ainsi la stabilité des autres. Le paradoxe qui en résulte tient au fait que la recherche de sécurité a pour conséquence la plus probable de réduire la sécurité réelle de tous.

C'est une question complexe que de déterminer dans quelle mesure ce paradoxe s'applique réellement aux États concrets. C'est ainsi que l'on pourrait soutenir que l'histoire a démontré qu'il y a des avantages à tirer d'une situation où des systèmes d'États en viennent à réaliser un équilibre de leur pouvoir de destruction mutuelle. Cependant, même cette réponse laisse plusieurs questions

ouvertes, dont « quels avantages? » et « à quel coût? »

Dans l'ensemble, un tableau frappant des tensions interétatiques a été brossé il y a des siècles par Thomas Hobbes, qui nous décrit les États comme des gladiateurs qui se toisent nerveusement, l'arme dégainée, prêts à se jeter l'un sur l'autre.

Mais l'épée de l'État est une arme à deux tranchants. Non seulement celui-ci peut-il s'en servir pour se jeter sur d'autres États, mais, tandis qu'il lutte pour promouvoir ses propres intérêts, il pourrait tout aussi bien s'en servir pour menacer les droits et libertés de ses propres citoyens. Alors donc qu'est-ce que cela signifie que de prétendre que l'État n'a que des responsabilités *internes*?

Peut-être est-ce, en dernière analyse, faire preuve de myopie que de voir les États comme des porteurs de sabres. C'est là se concentrer exclusivement sur la guerre et confondre de nombreuses autres questions. Sans l'ombre d'un doute, les questions de guerre, de terrorisme et de puissance militaire se situent au coeur même de tout débat sur la sécurité. Cela ne veut pas dire toutefois que ces seules questions devraient monopoliser toute l'attention.

L'égoïsme d'État commence également avec une notion très simple et communément répandue de l'éthique, selon laquelle « il faut surveiller le numéro un » et « quel est l'avantage pour moi? » Il est à la fois indispensable et extrêmement difficile de s'écarter de ce point de vue éthique.

Néanmoins, pendant toute l'histoire, les États ont embrassé diverses formes de coopération. Depuis les premiers jours de la République romaine, on observe l'existence d'une nette distinction entre les relations interétatiques en temps de guerre et en temps de paix. De plus, à cette époque, il paraissait nécessaire de justifier toute déclaration de guerre. Plus récemment, des États ont accompli de grands progrès en matière de coopération, ainsi qu'en témoigne l'existence de l'ONU, de l'OTAN, de l'UE, et de nombreux autres organismes internationaux.

Mais une question éthique demeure quant à la nature et aux motifs de la participation d'un État à de telles entreprises de coopération. Lorsque les États concluent des ententes de ce genre, leurs motifs pour ce faire peuvent toujours procéder du point de vue caractéristique de « l'égoïsme d'État » sur « les avantages que je peux en tirer. »

Ceci pose une distinction subtile, mais cruciale. Un État peut avoir toutes sortes de raisons de se conformer à un accord international. L'une pourrait simplement consister à faire valoir ses propres intérêts. Mais il pourrait tout aussi bien être mû par un mouvement altruiste. Dans bien des situations concrètes, peu importent les motifs, les résultats demeureraient les mêmes. Mais la complexité croissante du monde dans lequel nous vivons semble suggérer que nous devons nous mettre en quête de raisons plus profondes de conclure des accords internationaux que l'intérêt égoïste pure et simple.

L'égoïsme étatique procède également d'une notion très simple de ce qui constitue l'État lui-même. Bien que l'on parle souvent des anciennes « cités-États » grecques et des « États médiévaux », la réalité historique est beaucoup plus complexe. Plus précisément, l'État au sens où nous l'entendons est quelque chose qui a émergé progressivement en Europe vers le 13^e siècle et qui s'est développé avec le temps dans le monde occidental.²

L'égoïsme étatique tend à renforcer les théories de l'État qui pensent ce dernier sur le modèle d'un individu unique, une « carapace dure » qui ne songe qu'à ses intérêts.

La vérité est que, avec le temps, les États se transforment, parfois de façon spectaculaire. Ainsi, « l'État », sous la forme où nous le connaissons aujourd'hui, n'est plus ce que les États ont un jour été, pas plus que les États de partout dans le monde ne sont les mêmes.

Les États contemporains regroupent une multitude de forces en leur sein et plusieurs de ces forces interagissent directement avec leurs homologues d'autres États. Nous devons donc repenser le modèle de la carapace dure en des termes plus dynamiques et plus poreux.

Mais, si ce modèle subit une remise en question, il en va autant du modèle éthique de l'égoïsme qui lui est associé.

Il faut surmonter l'égoïsme d'État

La tâche qui nous attend est gigantesque. Pour discerner la nature des exigences de la sécurité

nationale, nous devons mieux comprendre la nature même de l'État et le type de lignes directrices qui devraient s'appliquer aux questions de sécurité nationale. Mais la saisie des problématiques de l'État et de l'éthique de la sécurité nationale dans toute leur complexité constitue une tâche dont la mise en oeuvre dépasserait, et de beaucoup, les ressources de toute perspective ou discipline particulières. Il devra s'agir d'un projet d'équipe.

Les moyens de surmonter l'égoïsme étatique doivent pouvoir se dégager d'une analyse de la situation actuelle.

Bien que l'éthique nous apparaisse souvent dans la perspective de « quel avantage puis-je en retirer? », plusieurs la considèrent à raison en termes de « ce qu'on devrait faire. » Et, par le passé, les interrogations sur le devoir faire ont souvent été menées sans égard aux questions concrètes.

Plusieurs ont soutenu qu'il ne s'agissait pas de choisir entre la sécurité nationale et les droits des citoyens, mais plutôt d'en venir à un équilibre entre ces valeurs. Rare sont ceux qui rejetteraient cette notion « d'équilibre ». Ceci dit, des désaccords profonds se manifestent souvent lorsque l'on cherche à définir plus précisément en quoi consisterait l'équilibre en question. Par exemple, il existe des notions diverses de la vie privée et donc de la mesure dans laquelle les gens seraient prêts à accepter que l'État les surveille au nom de la sécurité nationale.

Même si une société en venait à un consensus sur un équilibre idéal entre les mesures de sécurité et les droits des personnes, elle demeurerait confrontée à la question de savoir si un tel idéal serait concrètement réalisable. En termes simples : on peut insister qu'on a le droit de monter dans un avion en toute sécurité dans un délai de cinq minutes avant le décollage, mais, dans les faits, cette exigence pourrait ne pas être totalement réalisable

La Cour suprême, dans son jugement récent sur les certificats de sécurité, insistait pour dire qu'un tel équilibre devrait être notre objectif, qu'il faut éviter les extrêmes. D'après le plus haut tribunal du pays, nos mesures de sécurité ne doivent pas enfreindre les dispositions de la Charte. Mais la Cour insistait tout autant pour dire que la Charte ne doit pas prévaloir sur les mesures de sécurité pour devenir une sorte de « document de pacte de suicide ».

Comme le grand philosophe Emmanuel Kant l'observait un jour, « le devoir implique le pouvoir. » En d'autres termes, lorsque nous nous demandons « ce que nous *devrions* faire » nous devons sérieusement nous pencher sur « ce que nous *pouvons* faire. »

Ainsi donc, que pouvons-nous faire?

Forer jusqu'au niveau du roc : les gens

Les ressources intellectuelles et la volonté dont nous avons besoin pour parvenir à comprendre en profondeur les aspects les plus complexes du fonctionnement de l'État se retrouvent déjà dans notre situation actuelle. Alors que nous nous efforcerons de repenser la nature de l'État et de tenter d'en saisir toute la complexité, nous commencerons à voir que, sous toutes ces couches, on retrouve une sorte de terrain commun, une humanité commune. Au fur et à mesure que le modèle de carapace dure de l'État cédera la place à une notion plus fine et plus complexe, les interrelations entre les éléments constitutifs de divers États nous apparaîtront comme des relations mutuelles, plutôt que comme des relations conflictuelles.

Tandis que nous serons amenés à sonder toujours plus profondément ces relations, nous devons nous mettre en quête de leurs éléments fondamentaux. En dernière analyse, à ce qu'il semble, toutes ces relations sont fondées sur des gens et sur les moyens qu'ils utilisent pour communiquer.

Ainsi donc, ce que nous pouvons, et ce que, bien sûr, nous *devons* faire, c'est de ne jamais perdre de vue le lien intime qui existe entre les questions de sécurité et d'éthique sur une grande échelle et leur incidence sur la vie des personnes considérées comme des êtres humains individuels.

Ceci dit, cette perspective en plongée doit être complétée d'une vision en contre-plongée qui sache reconnaître l'incidence que peuvent avoir des citoyens individuels responsables qui exercent leur droit de participation civique dans les débats sur les questions d'éthique et de sécurité sur une grande échelle.

Mais ce n'est pas la première fois que l'on s'efforce de forer plus profondément pour trouver que les

personnes concrètes constituent le fondement de toutes les relations humaines sur une grande échelle. Tous les grands penseurs dont les idées forment collectivement la tradition intellectuelle qui a mené à l'égoïsme d'État ont, en fait, réfléchi sur la nature des êtres humains individuels. Fondamentalement, il s'agit de comprendre que les êtres humains, comme les États, agissent ultimement dans le sens de leurs propres intérêts individuels.

Une question de sécurité humaine

Mais est-ce bien vrai? Le débat sur la nature particulière de l'altruisme humain se poursuit depuis l'époque de Platon. Ainsi que le soutenait Socrate, les États ne pourront connaître la justice que si leurs citoyens portent déjà celle-ci dans leurs âmes. Mais reportons-nous à un passé plus récent.

Les toute dernières recommandations= du *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* soulignent le fait que tous les pays, tous les peuples, tous les individus ont des enjeux, des capacités d'intervention et un rôle à jouer dans l'avenir de l'environnement - et ceci à un degré sans précédent.

Bien que les États aient leurs propres intérêts en jeu dans l'environnement, ils ne peuvent pas agir unilatéralement dans le dossier de l'évolution du climat. Le problème est tel qu'il doit faire l'objet d'une coopération internationale. C'est ainsi qu'un État ne peut, unilatéralement, s'acquitter de ses responsabilités environnementales envers ses propres citoyens. En d'autres termes, un État ne peut pas unilatéralement offrir la sécurité environnementale à sa population.

Néanmoins, un État qui met en oeuvre des mesures de sécurité environnementale peut facilement se retrouver en situation de conflit avec ses propres citoyens. Ces derniers peuvent insister pour disposer d'une eau et d'un air propres, ainsi que sur leur droit illimité à conduire un véhicule automobile et à consommer de l'énergie électrique, mais, une fois encore, ces objectifs pourraient ne pas être totalement réalistes.

Il est encore plus difficile de déterminer si les citoyens d'un État donné seraient personnellement disposés à réduire leur usage de ressources naturelles, à accepter volontairement une baisse de leur niveau de vie, pour que les citoyens d'États moins bien nantis puissent augmenter leur propre usage de ces ressources et ainsi rehausser leur niveau de vie. On pose ainsi la question de « l'équilibre » dans le domaine des relations internationales et on pénètre d'entrée de jeu sur un terrain où les solutions aux problèmes sur une grande échelle entrent directement en conflit avec les décisions personnelles.

Il semblerait de plus en plus que nous devons, dans l'avenir, procéder à ce genre d'exercice de mise en équilibre éthique si nous voulons résoudre les problèmes les plus profonds qui entourent les questions de sécurité nationale les plus complexes.

Le sous-bassement rocheux est effectivement constitué de gens, mais même ce sous-bassement rocheux devra faire l'objet d'une étude intense et d'interrogations introspectives alors que nous serons amenés à nous demander ce que nous sommes, à un niveau individuel, disposés à faire au nom de l'éthique et de la sécurité nationale.

Mais l'environnement ne constitue qu'un de ces domaines qui engagent les États et où nous devons forer jusqu'au roc des personnes individuelles. Le terrorisme en est un autre et il y en a beaucoup d'autres encore.

Ces dernières années, divers penseurs se sont de plus en plus intéressés au concept de « la sécurité humaine ». Le fait de penser en termes de sécurité humaine nous permet également de saisir les complexités sous-jacentes de la sécurité nationale. C'est en vain que l'on chercherait une ligne de partage claire, non-arbitraire, entre les intérêts nationaux et les intérêts des personnes. La différence en est une d'accent.

La sécurité nationale et la sécurité humaine sont unies d'un lien logique : on ne peut penser à l'une sans réfléchir à l'autre. Il reste que, pour mieux articuler les dimensions pratiques de ce lien, on doit procéder à davantage d'analyse et de discussions.

États stables et frontières poreuses

Bien qu'on ait accordé beaucoup d'attention aux problèmes résultants de l'échec des projets de

constitution d'un État, il faut reconnaître que la plupart des États qui existent à l'heure actuelle sont relativement stables.

Mais il y a là comme un paradoxe. Tandis que les États se stabilisaient, leurs frontières devenaient de plus en plus poreuses. Le volume des échanges commerciaux entre les pays stables est en effet beaucoup plus élevé que celui du commerce des pays moins stables.

Un ancien ministre canadien des Affaires étrangères, l'honorable Lloyd Axworthy, écrivait un jour :

«... tandis que les frontières deviennent de plus en plus poreuses et que les menaces de la Guerre froide ne sont plus qu'un souvenir, les praticiens de la politique étrangère doivent s'occuper de plus en plus de problèmes qui ont une incidence directe sur les vies des personnes : la criminalité, le trafic de stupéfiants, le terrorisme, la pollution, les atteintes aux droits de la personne, les épidémies, et ainsi de suite. »³

Ces remarques font ressortir la dimension centrale de cette conférence, soit le fait que la complexité de la sécurité nationale ultimement pénètre au coeur même de l'existence humaine quotidienne.

Une question de sécurité mondiale

En dernière analyse, l'étude des questions de sécurité nationale, l'analyse de leurs aspects les plus complexes et la réflexion sur leurs dimensions les plus profondes nous permettra de ré émerger avec une notion transformée de ce que c'est que d'être humain, ainsi qu'un nouveau concept de sécurité planétaire.

De façon générale, la sécurité nationale d'un pays dépend, dans une large mesure, de l'état de la sécurité à l'échelle planétaire. D'une façon plus particulière, la mesure dans laquelle un État donné dépendra de la sécurité mondiale variera d'un pays à l'autre. C'est ainsi que le Canada est un pays qui serait incapable, à lui seul, de se défendre contre une puissance mondiale résolue à lui imposer sa domination ou même contre toute menace transnationale sérieuse. On pourrait donc dire que sa sécurité requiert nécessairement que le monde entier soit en sécurité. Et, pour cette raison, lorsque nous nous interrogeons sur les questions d'éthique et de sécurité nationale telles qu'elles se posent ici, nous ne pouvons pas ne pas nous pencher sérieusement sur ce dont on débat ailleurs - et en particulier aux États-Unis.

Nous devons donc sonner la cloche de la démocratie participative et nous attaquer aux défis de la citoyenneté responsable qui se posent à tous les Canadiens et Canadiennes. Nous avons à la fois le privilège et l'occasion de nous réunir pour réfléchir sur l'éthique et la sécurité nationale et ce, d'abord et avant tout, en tant que groupe de citoyens canadiens que ces questions préoccupent, mais ainsi en tant que praticiens individuels qui, tous les jours, sont appelés à se mesurer aux défis des problèmes de sécurité intérieure et planétaire.

Vers la politique publique de demain

Sans doute, pour contribuer à la sécurité du monde, est-il nécessaire de dégager un consensus par voie d'analyse et de dialogue. Mais cela ne suffit pas : la sécurité mondiale exige aussi que l'on agisse, à différents niveaux.

Ceci dit, une action efficace doit être ultimement guidée par des outils conceptuels clairement définis et une bonne connaissance des modes de leur application.

Lors de cette conférence, des universitaires entameront le processus ardu d'articulation de la structure conceptuelle composite de la sécurité nationale et des nombreuses et diverses façons dont cette structure se rapporte aux principes et théories éthiques.

La cartographie des interrelations théoriques entre la sécurité nationale et l'éthique fournira aux praticiens de l'éthique et aux décideurs politiques les larges perspectives nécessaires pour pouvoir appliquer les principes théoriques aux questions concrètes de façon éclairée.

Mais plus on se sert d'un outil et mieux on le comprend - et on peut le perfectionner. Ainsi, alors que les praticiens de l'éthique et les décideurs se serviront de la carte conceptuelle des universitaires, les forces et faiblesses de la carte en question deviendront de plus en plus évidentes. Et cela, à son tour, devrait permettre de soulever et de préciser d'autres questions théoriques.

La connaissance scientifique augmente alors que les résultats de laboratoire nourrissent la réflexion théorique. Il n'en va pas autrement de l'éthique et de la sécurité nationale. Ultiment, cette conférence devrait pouvoir engendrer une boucle de rétroaction, au fur et à mesure que les dimensions théoriques et pratiques des relations entre l'éthique et la sécurité nationale seront soulevées, étudiées et discutées d'une façon honnête et éclairée.

Cet effort de réciprocité des recherches en matière d'éthique et de sécurité nationale ne se limitera pas au présent symposium, mais fera l'objet d'un projet de réflexion soutenu et permanent, ici même à l'Université Saint-Paul.

Il est en effet indispensable qu'un tel projet, soutenu et ouvert, se poursuive, si nous voulons pouvoir relever les défis d'éthique de sécurité nationale de notre temps.

-
1. Source: Site américain de la justice. (http://www.lifeandliberty.gov/subs/p_congress.htm)
 2. Ceci, bien sûr, contourne toute l'affaire complexe de la formation des états dans les nations non-occidentales.
 3. Lloyd Axworthy, "US urged to Bolster weak Support for UN, Human Security, and World Criminal Report," Canadian Speeches, 12, 3, 1998, 8-12.
-

Pour plus de renseignement : symposium2007@ustpaul.ca

Dernière mise à jour: 2007-07-23

Symposium 2007

Appel de communications

- ◆ Symposium 2007
- ◆ Conférenciers
- ◆ Document de définition thématique
- ◆ Appel de communications
- ◆ Communiqué
- ◆ Programme
- ◆ Formulaire d'inscription
- ◆ Bénévole
- ◆ Information générale



Le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul est fier de lancer un appel de communications pour un symposium national sur:

L'éthique et la sécurité nationale

Qui aura lieu à l'Université Saint-Paul, Ottawa, Canada
Le 25, 26 et 27 octobre 2007

La relation spécifique entre l'éthique et la sécurité nationale est de plus en plus importante dans les relations internationales. Les états qui ignorent cette relation menacent souvent leur propre sécurité. C'est bien sûr une relation qui est difficile à comprendre avec son dynamisme et sa complexité croissante. Le concept de 'nation-état' est un peu flou puisque plusieurs états ont maintenant des composantes à la fois physiques et virtuelles. De plus, l'ordre global s'est étendu au-delà des relations inter-états alors que des collectivités non-étatiques exercent une influence qui augmente sans cesse. Ceci soulève plusieurs problèmes d'éthique et de sécurité puisque les collectivités non-étatiques sont définies par une variété d'intérêts tels que les corporations, la culture, l'environnement, le féminisme, la santé, les autochtones, les droits de la personne, les médias et la politique, et qu'elles poursuivent leurs intérêts respectifs de façons très variées. Finalement, le simple fait de définir 'la sécurité' soulève plein de questions controversées telles, 'qu'est-ce qui doit être sécurisé?' 'pour qui et contre qui?' 'quelles mesures sont justifiables dans la poursuite de la sécurité et pour combien de temps?' De telles questions demandent une étude approfondie des valeurs maintenues, puisque les gens sécurisent ce qu'ils valorisent. L'articulation des valeurs est une tâche primordiale dans toute recherche éthique.

Malgré les difficultés, un fait est clair: nous devons faire des choix. La façon dont les collectivités étatiques ou non étatiques définissent les termes d'éthique et de sécurité influe non seulement sur leur manière de réagir aux conflits et aux crises mais aussi sur le fait de juger si leurs actes antérieurs ont précipité ou empêché de fait les conflits et les crises.

Le but de ce symposium est de réunir un large auditoire d'universitaires, d'analystes de politiques et de représentants gouvernementaux pour débattre des questions théoriques, analyser des approches existantes sur la relation entre l'éthique et la sécurité et aussi explorer des approches alternatives ou des sentiers nouveaux de recherche.

Les actes du symposium seront publiés par le Centre d'éthique de Saint-Paul dans un volume soumis à un comité de lecture.

Sujets possibles

- Définir la sécurité dans divers contextes: le monde de l'information, les états-nations virtuels, la période de peur après 11 septembre 2001, l'ordre mondial
- L'influence de l'éthique sur les politiques de sécurité nationale
- L'influence de la culture sur les questions de l'éthique et de la sécurité.
- La mesure du rendement éthique dans un environnement de sécurité en évolution.
- La visée de l'éthique en des temps changeants

- Le rôle de l'éthique dans un environnement moderne de conflit
- Le rôle de la culture, de la société et de l'éthique dans les opérations de paix
- La santé et la sécurité : la propagation des maladies infectieuses, le "bioterrorisme"
- La sécurité nationale et les droits de la vie privée
- La sécurité nationale et sa perception par la population
- Le but de la sécurité – de la sécurité aux frontières ses effets sur les droits individuels
- La sécurité et l'environnement
- La sécurité en tant que mécanisme de contrôle : la diminution de la possibilité de dissidence
- La sécurité et les peuples autochtones
- La sécurité et les droits des femmes
- La sécurité et la nature changeante du maintien de la paix

Veuillez envoyer un résumé, 800 mots maximum, à :

Dr. Richard Feist
Doyen
Faculté de Philosophie
Université Saint-Paul
223 Main
Ottawa, Ontario, Canada
K1S 1C4
Courriel: rfeist@ustpaul.ca
Téléphone: (613) 236-1393; ext. 2459
Bureau: 304 Pavillon Laframboise

Date limite: le 1er août, 2007.

Les candidats retenus seront contactés par courriel : le 22 août, 2007

Pour de plus amples renseignements sur le thème du symposium et sa structure, sur le transport et le logement, etc., veuillez visiter régulièrement le site web du symposium au: <http://www.ustpaul.ca/symposium2007/>

Pour plus de renseignement : symposium2007@ustpaul.ca

Dernière mise à jour: 2007-07-23

Symposium 2007

Communiqué

- ◆ Symposium 2007
- ◆ Conférenciers
- ◆ Document de définition thématique
- ◆ Appel de communications
- ◆ Communiqué
- ◆ Programme
- ◆ Formulaire d'inscription
- ◆ Bénévole
- ◆ Information générale



Le 24 septembre, 2007

**Annulation du Symposium 2007 -
L'éthique et la sécurité nationale, les 25, 26 et 27 octobre**

Chers collègues et ami(e)s:

Le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul et le comité exécutif du Symposium 2007 ont le regret de vous annoncer que le Symposium national en éthique planifié pour les 25, 26 et 27 octobre 2007 à Ottawa a été annulé.

Après beaucoup de délibération, l'exécutif du symposium a décidé que la conférence ne pouvait pas avoir lieu en raison de l'impossibilité de ramasser les fonds nécessaires à la tenue d'un tel événement. Ce fut une décision très difficile mais responsable et nécessaire.

A vous chers conférenciers, conférencières et présentateurs, nous adressons un grand merci pour votre engagement, votre temps et votre énergie, ainsi que pour l'offre d'expertise apportée au programme du Symposium qui s'annonçait de calibre élevé.

Nous nous excusons de tout inconfort ou ennui que cette annulation peut vous causer.

Le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul est reconnu internationalement pour son leadership et son expertise en matière d'éthique. Pour plus de renseignements sur ses programmes et activités, voir le site Web <http://www.ustpaul.ca/centreethique>.

Le 5 septembre, 2007

À nos collègues et ami(e)s :

Le Symposium national en éthique, dont le thème principal sera l'éthique et la sécurité nationale, se tiendra dans un peu plus d'un mois, le 25, 26 & 27 octobre à Ottawa. L'inscription a été maintenue au coût le plus bas. De plus – la date pour profiter du rabais d'inscription hâtive a été prolongée jusqu'au 10 septembre ; inscrivez-vous rapidement pour éviter une déception, vu le nombre limité de places disponibles actuellement. Vous trouverez de plus amples détails sur le programme du Symposium et le processus d'inscription sur le site: www.ustpaul.ca/Symposium2007

La conférence sera particulièrement intéressante pour les fonctionnaires oeuvrant dans les services juridiques, de l'éthique, de la santé, de l'environnement, du transport, de la défense, des affaires

étrangères et de la police. Un hommage spécial sera rendu en cette occasion au regretté **John Tait**, qui a produit le fameux rapport sur les valeurs et l'éthique dans la fonction publique, "De solides assises".

Parmi les conférenciers confirmés:

- **L'honorable Barbara McDougall**, administratrice de l'Institut de recherche en politiques publiques, résidente principale au Collège Massey, conseillère chez Aird & Berlis s.r.l. sur les questions de développement du commerce international de gouvernance d'entreprises, et ancienne Ministre d'État (Emploi, Immigration et Affaires étrangères).
- **M. Paul E. Kennedy**, président, Commission des plaintes publiques contre la GRC, ancien sous-ministre adjoint principal responsable de la sécurité nationale et des mesures d'urgence au sein de Sécurité publique Canada (ancien Ministère du Solliciteur général).
- **Prof. Wesley Wark**, du Munk Centre for International Studies.
- **Prof. Douglas Bland**, Defence Management Studies de Queen's University.
- **Dr. Pierre Duplessis**, ancien Secrétaire général de la Croix-Rouge canadienne.
- **Lieutenant général (ret.) Richard Évraire**, président, Conférence des Associations de la défense.
- **Prof. Bob Bergen**, Centre for Military and Strategic Studies de University of Calgary.
- **M. Chris Wattie**, journaliste national chevronné du National Post.
- **Prof. Jan Narveson**, Professeur émérite distingué de l'Université de Waterloo.

La conférence a été conçue pour regrouper des représentants des milieux universitaires, de la fonction publique (militaires et police compris), et de la société civile entre autres, pour parler des tendances actuelles et des possibilités futures. En plus des considérations d'ordre philosophique et pratique, le Symposium permettra de prendre davantage conscience de l'adéquation qui existe ou pas entre les valeurs et codes éthiques actuels et les enjeux éthiques concernant l'implication du fonctionnaire lorsqu'il émet des conseils stratégiques ou applique des programmes en matière de sécurité nationale. Les présentations et discussions aborderont de nombreuses questions telles:

- Les considérations éthiques dans le développement des politiques sur la sécurité nationale canadienne
- L'application des principes juridiques et éthiques dans la résolution de conflits
- Trouver l'équilibre entre l'éthique personnelle et professionnelle en temps de crise
- Divulgateur éthique de l'information relative à la sécurité nationale
- Normes éthiques s'appliquant aux protagonistes provenant ou non de l'État
- Les défis de la sécurité et qui vont au delà d'un État particulier (exemple : l'environnement, la santé)
- Conscience et responsabilité: jusqu'où irait l'individu pour préserver l'éthique et la sécurité nationale
- La tendance dans d'autres nations

Le Symposium concentre ses efforts sur l'éthique dans le contexte de la sécurité nationale, mais il s'intéresse également aux principes et théories générales de mise en pratique. Il sera une merveilleuse occasion d'entamer des discussions et de développer un réseautage. Le Symposium aura lieu sur le campus de l'Université Saint-Paul, situé à quelques minutes à peine du Centre-ville d'Ottawa, avec beaucoup de stationnement disponible. Des mets fins et de délicieuses boissons sont également à l'ordre du jour, grâce aux services de restauration de Dave Smith!

Ne manquez pas cette "occasion unique" pour être au centre de débats et de discussions intellectuelles stimulantes, et de côtoyer des leaders universitaires, de la fonction publique, ainsi que du secteur privé intéressés aux enjeux éthiques en matière de sécurité nationale. Inscrivez-vous maintenant !

Le 28 juin 2007

Chers collègues et amis,

Voici une mise à jour concernant les magnifiques développements au programme du Symposium en Éthique tenu à l'Université Saint-Paul (Ottawa) en octobre prochain. Nous vous rappelons aussi de vous [inscrire](#) immédiatement afin de vous éviter des surprises désagréables.

Depuis notre dernier communiqué (mai 2007), des conférenciers prestigieux ont confirmé leur présence

au Symposium dont on trouve le programme complet au (http://www.ustpaul.ca/Symposium2007/index_f.asp). Nous sommes très heureux d'annoncer la participation des personnes suivantes :

- Le docteur Pierre Duplessis, ex-Secrétaire général de la Croix-Rouge canadienne, va traiter du nœud de la problématique *Éthique et sécurité nationale*, en éclairant sa pensée de son rôle dans la prise en charge d'interventions menées dans les cas de désastres et de crises humanitaires.
- Le Lieutenant-Général Richard Évraire (ret), Président de la Conférence des Associations de la Défense, fera un exposé sur l'éthique et les opérations de consolidation de la paix. Il possède une large expérience à titre de commandant de brigade, chef de collèges de défense du Canada et de l'OTAN et de deux missions de maintien de la paix pour l'ONU.
- Le Professeur Bob Bergen, du Centre for Military and Strategic Studies de l'University of Calgary, et M. Chris Wattie, journaliste national senior pour le *National Post*, vont joindre leurs efforts dans un discussion animée à propos de l'éthique des journalistes canadiens couvrant les opérations militaires. Auparavant comme journaliste, le Professeur Bergen a couvert des opérations de l'ONU et de l'OTAN; il a publié sur l'éthique journalistique pour le compte de la Fondation Chumir. M. Wattie a fait des reportages terrain à propos des Forces canadiennes basées en Afghanistan.
- Le professeur émérite Jan Narveson, de l'Université de Waterloo, plonge au cœur du sujet en abordant l'éthique sous l'angle de la survie en période de conflits. Comme philosophe de la liberté, le docteur Narveson a l'habitude de l'enseignement et des débats sur l'éthique et la philosophie politique, sur lesquelles il a d'ailleurs beaucoup publié.

Les plats savoureux servis au souper du gala contribueront à rendre la conférence des plus conviviale et propice au réseautage alors que de stimulantes conversations arrosées avec goût pourront se dérouler à la lumière d'une présentation sur *l'Éthique de la Réponse des Canadiens au conflit armé*.

Assurez-vous de fréquenter régulièrement le site Internet du [Symposium](#) afin de tenir à jour votre information sur le Symposium L'éthique et la **sécurité nationale**. Prenez également part au [Blogue du Symposium](#).

Il est encore temps de soumettre votre contribution à [l'Appel de communications](#) jusqu'au premier août 2007.

Nous vous souhaitons un très bon été et des vacances en toute sécurité. Et nous anticipons le plaisir de vous rencontrer au Symposium en octobre prochain.

Le 4 juin 2007

Chers, Chères collègues et ami(e)s,

Le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul, reconnu internationalement pour son leadership et son expertise en matière d'éthique, sera l'hôte du Symposium national en éthique les 25, 26 et 27 octobre à Ottawa. Le thème du symposium " Sécurité nationale et éthique" veut réfléchir sur les approches éthiques actuelles en ce qui a trait à la sécurité et explorer aussi les possibilités d'alternatives ou de points de vue nouveaux. La conférence est conçue pour inspirer les experts aussi bien que les novices, les engager dans une discussion et un débat stimulants et informatifs sur l'éthique et fournir beaucoup d'occasions de réseautage (Networking).

Il y aura un grand nombre de séances plénières avec des conférenciers invités, ainsi que des exposés évalués par des pairs qui traiteront des dimensions multiples du thème de l'éthique et de la sécurité.

Judi soir le 25 octobre – Inscription et séance d'ouverture

L'inscription débute à 16 heures.

Accueil des participants, Réseautage Vins et fromages.

Présentation : L'éthique dans le débat sur la sécurité nationale canadienne.

Vendredi le 26 octobre – Séances plénières et séances simultanées- exposés:

Les séances débutent à 8h15

Approfondissement de la dimension étatique:

- L'éthique dans l'élaboration de politiques en matière de sécurité.
- L'éthique dans les opérations de consolidation de la paix.
- L'éthique dans le journalisme canadien relié aux opérations militaires.

Exposés dans les séances simultanées

Vendredi soir le 26 octobre – Dîner Gala et conférence

Le cocktail et le dîner débutent à 19 heures.

Thème de la conférence – Les enjeux éthiques de la réponse canadienne au conflit armé.

Samedi le 27 octobre – Séances plénières et exposés:

Les séances débutent à 8 h 15.

Approfondissement de la dimension humaine de l'éthique de la sécurité nationale – bâtir sur le roc: les gens.

Mesure requise! L'équilibre éthique des droits des citoyens et des mesures de sécurité.

Exposés dans des séances simultanées.

Samedi le 27 octobre – Séance de clôture

La séance débute à 15 heures 15.

Le facteur décisif de l'éthique – la survie aux dépens de l'éthique?

Nous avons le plaisir d'annoncer la confirmation de trois conférenciers principaux :

Mme Nicole Jauvin, Présidente de l'Agence de la fonction publique du Canada. Elle était le Sous-solliciteur général et a travaillé dans le domaine de la sécurité et du renseignement au Bureau du Conseil privé.

Prof. Wesley Wark, Munk Centre for International Studies. Il est expert en matière de renseignement international et de sécurité et a publié de nombreux ouvrages et articles sur ce sujet.

Prof. Douglas Bland, Programme de gestion de la défense de l'Université Queen. Ses intérêts particuliers vont de l'établissement des politiques de la défense aux relations civiles-militaires. Il est souvent demandé pour faire des commentaires sur les questions de la défense.

Le Symposium aura lieu au campus de l'Université Saint-Paul qui est situé à quelques minutes du centre ville d'Ottawa.

Les formulaires d'inscription et d'autres renseignements sont disponibles sur le [site Web du Symposium](#); nous recevons actuellement des propositions d'articles et confirmons présentement les conférenciers et les séances plénières. Pour plus d'information, veuillez appeler le 613-236-1393, poste. 2363.

Un autre communiqué suivra dès que les conférenciers seront confirmés et que le programme sera finalisé. Veuillez visiter le site Web du Symposium pour lire le document de présentation du [thème du Symposium](#) et le blogue Symposium sous la direction du Dr. Richard Feist, Président du Symposium.

Veuillez noter que [l'Appel de communications](#) se termine le 1er août 2007.

Réservez les dates des 25, 26 et 27 octobre 2007 pour participer à ce symposium unique qui aura lieu à un temps de l'année riche en couleurs dans la Capitale nationale. [Inscrivez-vous dès maintenant](#) pour éviter d'être déçu car les places sont limitées.

Pour plus de renseignement : symposium2007@ustpaul.ca

Dernière mise à jour: 2007-09-24

Symposium 2007

Information générale

- ◆ [Symposium 2007](#)
- ◆ [Conférenciers](#)
- ◆ [Document de définition thématique](#)
- ◆ [Appel de communications](#)
- ◆ [Communiqué](#)
- ◆ [Programme](#)
- ◆ [Formulaire d'inscription](#)
- ◆ [Bénévole](#)
- ◆ [Information générale](#)



- [Tourisme Ottawa](#)
- [Tourisme Outaouais](#)
- [Commission de la capitale nationale](#)
- [Météo](#)
- [Aéroport international d'Ottawa](#)

Dégagement de responsabilité

Les liens sur cette page sont offerts gracieusement par le Centre d'éthique de l'Université Saint-Paul à titre de ressource. En aucun cas le responsable du web, les bénévoles ou employés ne peuvent être tenus responsables pour le contenu du site ou l'utilisation de l'information qui pourrait en être faite, déclinent toute responsabilité légale et n'offrent aucune garantie pour l'exactitude des informations, ni pour les produits et services, et ne prétendent aucunement que son utilisation n'empiétera pas sur les droits réservés. Aucune référence spécifique à un produit commercial, processus, ou service quel qu'il soit, par nom de marque, marque déposée, fabricant ou autre ne devra être considéré comme endossement, recommandation, ou approbation de la part du Centre d'Éthique de l'Université Saint-Paul. Le Centre d'éthique de l'USP se réserve le droit de modifier l'information présentée sur son site sans avis préalable.

Pour plus de renseignement : symposium2007@ustpaul.ca

Dernière mise à jour: 2007-09-06